

Troisièmement, il explique pourquoi la « Solution finale » des Juifs prévus en France a échoué, ce qui explicite son adhésion à la politique nazie. L'échec est à mettre au compte d'une part des hommes de la Sipo-SD (manque de grandeur de Dannecker, dispersion administrative de Knochen) ; d'autre part de la résistance des autorités françaises qu'Eichmann explique principalement par une raison culturelle. Contrairement à l'Est, les Juifs y étant assimilés, il a été impossible de présenter les Juifs comme un « parasite » : « Le citoyen français ne voit dans le Juif, qui a, extérieurement du moins, renoncé à tout lien juif, vit et agit désormais comme un citoyen de la République, ni Juif, ni menace, ni danger, ni ennemi<sup>85</sup> ». Est aussi incriminé l'amateurisme de la Gestapo qui a tâtonné dans la mise en place de la politique antijuive, comme en témoigne la constante approximation du nombre de Juifs à déporter fournis par les différents services.

Au bout du compte, si Eichmann attache autant d'importance à la France, c'est qu'elle constitue un point de cristallisation de son discours, à Jérusalem comme à Buenos Aires, en séance comme en coulisse : détruire les « légendes » colportées sur son compte depuis 16 ans en se démarquant des basses œuvres de la Sipo-SD sur le terrain pour mieux assurer, en dernier soldat du III<sup>e</sup> Reich, l'héritage du nazisme après la défaite.

## Conclusion

### *Politiques d'occupation et de répression en Europe de l'Ouest*

Benoît MAJERUS

Dès les années 1940-1945, la répression policière est un symbole particulièrement chargé de l'occupation allemande en Europe de l'Ouest : elle illustre la brutalité arbitraire des nazis et interroge en même temps les degrés de coopération des polices françaises, belges ou hollandaises avec cet occupant apparemment tellement « autre » par rapport aux sociétés occupées. Il n'est donc guère étonnant que cette répression policière devienne dès la libération un objet raconté dans toute l'hétérogénéité des médias qui existent, presse, roman, fiction, documentaire, (auto)biographie, livre d'histoire grand public ou/et académique, bande dessinée, monument...

Malgré cette diversité des supports narratifs, le récit se résume souvent à une image manichéenne avec dans la figure du mal absolu l'agent de la Gestapo. Dans *Casablanca* de Michael Curtiz (1942), c'est sous les yeux d'Humphrey Bogart et d'Ingrid Bergman que la Gestapo envahit Paris et y sème la terreur avant même l'entrée de l'armée allemande. Et, dans la comédie *Papy fait de la Résistance*, sortie sur les écrans en 1983, Gérard Jugnot est un concentré de toute la symbolique : il fait à la fois partie de la police française, qui dans ce film est collaboratrice, tout en portant l'imperméable en cuir et un brassard avec la croix gammée qui l'identifie « clairement<sup>1</sup> » comme faisant partie de la Gestapo.

#### AU CROISEMENT DE DEUX HISTORIOGRAPHIES

Dans cette multiplicité des voix, l'histoire académique est parfois en avance sur le discours mémoriel, parfois à la traîne dans les questions qu'elle pose. En tout cas, ce n'est qu'une voix parmi d'autres et elle a souvent du mal à se faire entendre face à des imaginaires plus efficaces.

Ce livre s'inscrit donc dans un débat animé et passionnant. Pour ce faire, les auteurs, principalement de jeunes historiens français<sup>2</sup>, croisent d'une manière intelligente deux historiographies qui continuent à vivre souvent en vase clos dans deux mondes parallèles : la perspective des occupés et la perspective des occupants.

Le premier récit est souvent porté par les historiographies nationales des sociétés occupées. C'est la perspective de l'occupé qui y est centrale. Il utilise essentiellement les sources des pays occupés, sources qui connaissent au fil du temps un investissement de plus en plus important de la part des sociétés européennes<sup>3</sup>. Il tire sa légitimité d'une demande sociale forte, liée au contexte national dans laquelle il évolue. Contrairement à d'autres thématiques ou d'autres périodes, l'intérêt pour ces années est moins porté par l'innovation méthodologique que par l'apparente nécessité presque essentialiste d'une reconstruction factuelle de ces années. Cette historiographie est essentiellement portée par des historiens du pays en question, même si un historien étranger joue parfois un rôle important lors de moments jugés « cathartiques<sup>4</sup> ». Mais c'est essentiellement une histoire française, écrite par des Français, en français, pour des Français – à remplacer par « belge », « luxembourgeois », « hollandais », « danois », selon le contexte national dans lequel on se situe...

Chacune de ses historiographies nationales connaît des chronologies propres, des moments de rupture, des remises en question du « grand récit dominant », des institutionnalisations à travers des centres de recherches spécifiques au « temps présent<sup>5</sup> » qui se focalisent en fait essentiellement sur la période allant de 1940 à 1945...

Malgré l'importance de ces différences nationales en Europe de l'Ouest, on peut néanmoins distinguer d'une manière schématique trois temps. Dans un premier temps, l'accent est mis sur la nation héroïque, unie et résistante, face à un occupant puissant, machiavélique et destructeur. Dans la plupart des pays, cette narration est sérieusement ébranlée à partir des années 1960 et 1970. Une inversion complète se produit : la collaboration devient le nouveau récit dominant. Ce qui était éblouissant dans les années 1950 est maintenant recouvert par le « noir » qui apparaît dans les titres des livres et en devient souvent la couverture<sup>6</sup>. Les années 1940-1945 y apparaissent parfois comme une évolution naturelle de l'entre-deux-guerres des sociétés : l'invasion devient presque un phénomène négligeable et l'occupant n'y est souvent qu'un acteur marginal. Dans un dernier temps – et l'auteur de ces lignes est conscient que cette vision implique explicitement une solution médiane un peu

facile –, ces années de l'occupation sont décrites comme des « années grises<sup>7</sup> ». L'accent est mis sur les marges de manœuvre disponibles et utilisées de manière divergente par les élites, sur l'importance de la chronologie, sur la tension entre moments de violence et moments de normalité. Plutôt que de se focaliser sur la « Résistance » ou la « Collaboration<sup>8</sup> », considérées comme des phénomènes relativement marginaux, ces historiens s'intéressent à la majorité de la population qui navigue avec plus ou moins de bonheur entre ces deux extrêmes.

Une deuxième historiographie qui se focalise sur l'occupant a longtemps été presque exclusivement portée par les historiens allemands. Ceux-ci travaillent essentiellement sur des sources allemandes, longtemps très lacunaires, étant donné que les archives conservées en Europe de l'Est et en Union Soviétique sont restées largement inaccessibles jusqu'à la chute du mur de Berlin. En procédant d'une manière aussi schématique que pour l'historiographie des territoires occupés, je distingue de nouveau trois temps.

Dans un premier temps, les pratiques de l'occupation sont divisées entre deux acteurs. D'un côté, l'appareil militaire ayant mené une guerre et une occupation « conventionnelles » et donc propres, respectant les différentes conventions internationales formulées depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. D'un autre côté, un appareil politique, profondément nazifié et donc automatiquement seul responsable pour toutes les exactions commises. C'est l'argumentation que les responsables de l'armée allemande défendent lors des procès d'après-guerre et qu'ils diffusent également à travers les nombreuses autobiographies publiées dans les années 1940 et 1950<sup>9</sup>. Cette argumentation ne permet pas seulement de disculper une élite militaire, mais également les 18 millions de soldats, et à travers eux, une très large partie de la société allemande.

Cette distinction entre d'un côté le militaire correct et de l'autre le SS sanguinaire vole définitivement en éclat avec la première *Wehrmachtsausstellung* organisée par le *Hamburger Institut für Sozialforschung* en 1995<sup>10</sup>. Malgré les critiques adressées à cette exposition qui sera montrée entre 1995 et 1999 dans 34 villes allemandes mais également en Autriche ou au Luxembourg, elle contribue à rendre caduque cette séparation artificielle entre monde militaire et monde politique, et ceci non seulement dans le monde académique<sup>11</sup> mais également dans l'opinion publique. Mais comme l'indique le titre de l'exposition, celle-ci se focalise sur les années 1941-1944 et essentiellement sur la guerre menée contre l'Union soviétique (et dans une moindre mesure contre la Pologne et contre la Serbie).

Dans un troisième temps, aujourd'hui, cette historiographie interroge la spécificité des pratiques de violence sur le front de l'Est. Sans nier l'asymétrie qualitative entre les deux fronts et la différence civilisationnelle que les Allemands établissent entre les populations de l'Europe de l'Est et celles de l'Europe de l'Ouest, cette réorientation porte sur deux thématiques. Les historiens montrent d'un côté l'implication directe des institutions militaires dans la persécution des Juifs et la répression des mouvements de Résistance en Europe de l'Ouest. D'autre part, ils s'intéressent aux transferts de pratiques de violence du front de l'Est vers les territoires de l'Europe occidentale, en portant un nouveau regard sur les moments de violence paroxystique en France, en Belgique mais également en Italie<sup>12</sup>. Cette historiographie essentiellement portée par des historiens allemands (mais également par des historiens anglo-saxons) n'a pas toujours entretenu un dialogue avec les historiens des pays concernés. Les livres sont majoritairement écrits en allemand (ou en anglais) et rarement traduits dans les langues des pays sur lesquels ils portent.

#### UNE HISTOIRE ENCHEVÊTRÉE DE LA RÉPRESSION SOUS L'OCCUPATION (1940-1945)

Les chapitres composant ce livre s'inscrivent dans ces deux historiographies tout en les croisant. Si la France (et accessoirement la Belgique et la Grèce) est l'axe central autour duquel les contributions s'articulent, le regard n'est plus une histoire des occupés, ni une histoire des occupants, mais une histoire de l'occupation comme moment de rencontres entre deux sociétés.

Afin de rendre ce changement opérationnel, deux ruptures sont effectuées. D'une part, la plupart des études mobilisent les archives de l'occupé et de l'occupant. Si cela peut paraître banal à première vue, il ne faut pas oublier que pendant longtemps les deux historiographies se sont écrites en parallèle et que la non-maîtrise de la langue de l'occupant n'était longtemps pas considérée comme un véritable obstacle à l'étude des phénomènes d'occupation<sup>13</sup>. Le croisement des sources qui est à la base de la méthodologie historique devient seulement possible à ce moment-là. D'autre part, la majorité des études procèdent à un changement d'échelle, quittant l'interrogation nationale pour situer le regard à un niveau régional ou local. Cette modification de la focale permet de

dégager des chronologies plus fines et de décrire des pratiques sur le terrain, parfois très lointaines des pratiques souhaitées ou fantasmées.

Presque tous les chapitres s'inscrivent également dans une réinterprétation du statut de la police politique. Depuis les travaux fondateurs de Gerhard Paul et Klaus-Michael Mallmann dans les années 1990<sup>14</sup>, un débat intense sur la puissance des polices politiques a été lancé. Les deux historiens allemands soulignent que celles-ci n'étaient pas toutes puissantes. Dans un premier temps limité à la société allemande, le débat interroge aujourd'hui également les historiens des pays occupés. Certains historiens, en reprenant la formule connue de l'historien allemand Hans Mommsen sur Hitler comme « dictateur faible »<sup>15</sup>, qualifient la Sipo-SD de « police faible »<sup>16</sup>. La plupart des auteurs du présent ouvrage s'inscrivent dans cette approche révisionniste.

Si les polices allemandes apparaissent néanmoins parfois comme très efficaces dans la traque des Juifs ou la lutte contre la Résistance, ceci repose sur la coopération avec des institutions locales. Toutes les contributions soulignent que sans les pratiques de coopération – entre autres au niveau du maintien de l'ordre – l'occupant aurait été incapable de gérer les pays occupés. Toutes soulignent également que ce constat de départ ouvre sur des espaces de marge de manœuvres pour les sociétés occupées.

Le choix de changer d'échelles et de réaliser des études « au ras du sol »<sup>17</sup> fait aussi apparaître des acteurs qui de prime abord échappent au regard de l'historien. Robby van Eetvelde montre ainsi l'importance des traducteurs très nombreux dans les services de la Sipo-SD : à Anvers, il y a quatre fois plus de traducteurs que de policiers allemands. Or leur rôle ne se limite pas à la simple traduction : ils connaissent le contexte local, s'inscrivent dans des sociabilités urbaines, ont des liens familiaux et professionnels avec la population. Ils traduisent donc beaucoup plus que seulement la langue pour l'occupant. La recherche a depuis vingt ans souligné combien les études scientifiques mais aussi à finalité de vulgarisation portant, dès l'entre-deux-guerres, sur les pays d'Europe de l'Ouest (*Westforschung*) comme sur ceux d'Europe de l'Est (*Ostforschung*) en ce que ces territoires appartiendraient à un espace allemand et devaient voir leurs frontières modifiées, ont permis, dès les années 1930, d'imaginer et de mettre en pratique les occupations à partir de 1939. La biographie des acteurs allemands permet également de voir combien tout un savoir bureaucratique et administratif s'est accumulé dans les régions frontalières dans les années 1920 et 1930.

Cette descente au niveau régional ou local fait finalement exploser en miettes le récit qui ne prend en compte que deux France pendant la

Seconde Guerre mondiale : la zone libre et la zone occupée. Or à côté de ces deux territoires, plusieurs régions de la France sont soumises à des régimes d'occupation encore différents, comme le montrent les études réunies dans ce volume sur les Ardennes, la Lorraine, ou aux territoires dans le Nord de la France rattachés au commandement militaire de la Belgique. Cette multiplicité des expériences et pratiques de l'occupation se perd souvent dans le récit sur la France occupée. Or cette hétérogénéité n'est pas seulement due à des dispositifs théoriques différents, mais est également liée à la nature même du régime national-socialiste, ce qui nécessite une prise en compte des niveaux régionaux et locaux.

En effet, comme dans les territoires en Europe de l'Est, les pratiques de gouvernance dépendent beaucoup des dirigeants allemands locaux qui disposent de marges de manœuvre assez conséquentes pour transposer les directives venant de Paris, de Bruxelles ou d'Athènes. L'étude de ces pratiques quotidiennes fait également apparaître la multiplicité des acteurs. La Sipo-SD est loin d'être le seul acteur de cet état policier : s'y ajoutent des unités de la *Wehrmacht*, de la *Geheime Feldpolizei* et de la *Feldgendarmarie*, mais également, selon des régions, des acteurs moins attendus comme les chasseurs alpins qui exécutent des tâches policières en Grèce. Il y a donc une mise en concurrence des services allemands, mais également des groupements qui s'engagent dans une coopération avec les autorités allemandes. Laurent Joly l'illustre à travers la persécution des Juifs à Paris où deux services français se disputent le contrôle sur ces pratiques.

Cette coopération policière et de maintien de l'ordre du côté français reproduit la police qui existe du côté allemand. Mais l'extrémisme de cette coopération, perçu comme telle aussi bien par les personnes qui s'y engagent que par la société plus large dans laquelle elles vivent, les exclut de nombreuses sociabilités quotidiennes. Si, dans les capitales, ces mouvements de coopération peuvent exister parallèlement, en dehors de ces grandes villes, ils sont obligés de se côtoyer afin d'éviter un isolement social extrême vu leur marginalisation croissante au fil des quatre années de l'occupation. D'ailleurs ces situations de concurrence ne semblent pas avoir été majoritaires, notamment en ce qui concerne les polices allemandes. La plupart des contributions soulignent en effet la bonne coopération entre services allemands. Vu leurs effectifs très réduits, surtout en dehors des capitales nationales respectives, ils n'ont guère de choix. Ce sont donc plus souvent des raisonnements pragmatiques préconisant une coopération que des (apparentes) différences idéologiques empêchant une coopération qui prévalent. Ces études locales en Europe de l'Ouest confirment donc également les

résultats de la *Wehrmachtsausstellung* qui a rendu intenable une répartition des rôles entre une « Wehrmacht propre » menant une guerre régulière et les unités SS chargées de l'extermination des ennemis idéologiques du peuple allemand, en ce qu'elles montrent que séparer les pratiques de l'armée allemande et de services jugés plus politiques relève de l'artifice. En tout cas, ce n'est pas la ligne de fracture déterminante dans l'appareil d'occupation allemand.

Finalement, l'intérêt du livre se trouve également dans le témoignage de la richesse du débat sur les pratiques policières. Ainsi l'interrogation sur l'importance réelle de la Sipo-SD continue à animer cette nouvelle génération d'historiens dans ce livre : si Laurent Thiery souligne les faiblesses des effectifs de cette police dans le Nord de la France et sa soumission aux autorités militaires jusqu'au printemps 1944, Roby van Eetvelde se demande, quelques pages plus loin, si l'historiographie des dernières années ne sous-estime pas les capacités de cette police politique...

## LA FIN DE L'HISTOIRE ?

Le livre témoigne donc du renouvellement important qu'a connu le champ dans les quinze dernières années et qui s'est avéré extrêmement fructueux par le croisement des archives et le jeu d'échelles : apparaît ainsi une histoire plus complexe mettant définitivement à mal des récits surannés soulignant par exemple l'opposition entre armée allemande et polices politiques.

Quels sont dès lors les défis auxquels reste confrontée cette historiographie consacrée aux politiques d'occupation et de répression en Europe de l'Ouest ? Trois points me semblent particulièrement intéressants.

Le premier défi est inhérent au sujet même. L'étude des pratiques policières reste encore trop liée à une approche institutionnelle, comme si les historiens avaient du mal à se libérer du carcan proposé par les archives. Les études s'articulent autour de telle *Feldkommandantur*, de tel service de la Sipo-SD, de tel mouvement de collaboration. Et si ce ne sont pas les archives institutionnelles contemporaines qui guident le récit, ce sont les archives judiciaires de l'après-guerre qui le font. Or la justice renforce encore cette focalisation sur l'organisation policière.

Ce double rétrécissement archivistique du regard de l'historien et de son récit explique une histoire qui reste souvent marquée par un certain positivisme. Certes, elle offre des reconstructions d'organigrammes très précises, mais reste étonnamment silencieuse sur les débats qui animent l'historiographie des deux guerres mondiales. Ainsi la « culture de guerre<sup>18</sup> » mobilisée pour expliciter le consentement des soldats pendant la Première Guerre mondiale pourrait constituer un concept intéressant pour comprendre la radicalisation de la répression à partir de 1943. De même les « pratiques de violence », qui font maintenant partie intégrante des *genocide studies*, ne constituent que rarement le sujet même des études. Si les arrestations, la torture ou le pillage apparaissent régulièrement, ces sujets structurent rarement le récit : rien sur la matérialité des outils de torture<sup>19</sup>, rien sur le sort des corps qui meurent lors des interrogatoires ou lors des descentes musclées<sup>20</sup>, rien sur les éventuelles séquelles psychiques du côté des victimes et acteurs de cette violence parfois extrême<sup>21</sup>.

La deuxième question est de savoir comment relier les territoires occupés de l'Est et de l'Ouest. Avec *Terres de Sang*<sup>22</sup>, Timothy Snyder présente un récit puissant pour raconter l'histoire européenne des années 1930 aux années 1950. Sans tomber dans le piège des discussions interminables sur le totalitarisme et les comparaisons, interdites ou au contraire souhaitées entre national-socialisme et stalinisme, l'historien américain montre comment les deux régimes construisent leurs pratiques de domination en miroir. Dans cette histoire de « l'Europe entre Hitler et Staline », l'Europe de l'Ouest n'apparaît plus que comme une note en bas de page, ce qui a d'ailleurs soulevé la critique des spécialistes de ces territoires oubliés<sup>23</sup>. Comment dès lors éviter une « concurrence des territoires occupés » et relier ces deux expériences ? Ou est-ce que les différences entre les régimes d'occupation sont tellement fondamentales qu'elles font exploser en mille morceaux l'illusion d'une certaine unité de l'histoire européenne, unité européenne qui est aujourd'hui non seulement le mantra des hommes et femmes politiques, mais se retrouve également postulée dans de nombreux livres d'histoire, de programmes de recherches et d'enseignement ?

Une des manières de réfléchir sur une certaine unité sans nier les asymétries existant entre l'Est et l'Ouest est de travailler davantage sur les transferts de pratiques, d'hommes et d'idéologie entre les deux territoires. Plusieurs auteurs de cet ouvrage soulignent qu'à partir de 1943 de nombreuses unités policières œuvrant en Europe de l'Ouest ont appris leurs pratiques de répression sur le front de l'Est. Mais jusqu'à aujourd'hui

d'hui les études qui suivent des unités sur les quatre années restent extrêmement rares. Souvent le passage par le front russe est brièvement évoqué mais sans que cette « autre » histoire fasse vraiment partie du récit. Et d'ailleurs, inversement, le transfert de pratiques de l'Ouest vers l'Est n'est jamais thématiqué.

Finalement la nécessité d'une ouverture historiographique s'impose. Si le présent ouvrage est le témoin d'une rencontre entre deux historiographies, celle de l'occupant et celle de l'occupé, une troisième est complètement absente malgré sa fécondité depuis les années 1960. En effet, sous le mot-clé de « déviance » un courant historiographique extrêmement passionnant s'est développé qui s'est intéressé également à la police. S'inscrivant souvent dans une histoire de la longue durée, ces historiens en travaillant sur la justice, les prisons, la police<sup>24</sup>, ont proposé une histoire de la société par les marges. Marquée par une grande curiosité pour ce qui se fait en sociologie, en criminologie ou en philosophie, cette historiographie se caractérise par une pratique de l'interdisciplinarité qui se traduit entre autres par des revues comme *Déviance et Société* ou *Crime, histoire & sociétés* explicitement ouvertes sur plusieurs disciplines. Elle a notamment travaillé sur les écarts entre cadres normatifs et pratiques quotidiennes, une question également d'actualité pour l'histoire des occupations.

Institution par excellence pour régler le désordre, la police se trouve bien sûr au centre des pratiques de pouvoir pendant l'occupation, moment de tous les désordres (nationaux mais également sociaux, genres, générationnels, etc.). Or, on cherchera en vain dans les notes ou la bibliographie des références à cette littérature qui permettrait non seulement d'enrichir les méthodologies, mais également les questionnements historiographiques pour un récit sur la Seconde Guerre mondiale qui vit dans une sorte de ghetto qui se suffit à lui-même.

L'inscription dans la courte et moyenne durée qui caractérise l'historiographie de la police permettrait également de déceler ruptures et continuités du travail policier pendant l'occupation, pas seulement en s'interrogeant en amont sur l'inscription dans l'entre-deux-guerres et dans les débuts de la police moderne du XIX<sup>e</sup> siècle, mais également en aval sur d'éventuels apprentissages qui vont déterminer le travail policier durant les « Trente Glorieuses<sup>25</sup> ». Elle permettrait également de pré-senter une histoire des polices allemandes et nationales pendant l'occupation qui s'intéresserait à l'enchevêtrement des pratiques explicitement liées à l'occupation et aux pratiques quotidiennes de « ce que fait la police<sup>26</sup> ».

64. BArch K, All Proz 6/167, p. 102.
65. BArch K, All Proz 6/167, p. 19 verso.
66. BArch K, All Proz 6/167, p. 112 recto.
67. Sur l'importance de cette « moralité » dans la SS, voir l'ouvrage de Raphael GROSS, *Anständig geblieben : Nationalsozialistische Moral*, Fischer Verlag, Francfort-sur-le-Main, 2012, 288 p.
68. BArch K, All Proz 6/167, p. 99.
69. La consultation de cette version est désormais autorisée mais à des fins de recherche uniquement.
70. Sur le personnage, voir la biographie de Barbara LAMBAUER, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la Collaboration*, Paris, Fayard, 2001, 895 p.
71. Israeli State Archives (ISA), Jérusalem, « Götzten », p. 321.
72. *Ibid.*, p. 323.
73. Elle est signée non par Müller.
74. ISA, « Götzten », p. 328.
75. *Ibid.*, p. 329.
76. Le terme « *Abnahme* » peut également se traduire par « enlèvement ».
77. ISA, « Götzten », p. 336.
78. *Ibid.*, p. 337.
79. *Ibid.*, p. 338.
80. *Ibid.*, p. 345.
81. *Ibid.*, p. 348.
82. *Ibid.*, p. 342.
83. *Ibid.*, p. 340-341.
84. BArch K, All Proz 6/106, Bd. 51, p. 36.
85. BArch K, All Proz 6/107, Bd. 53.

## CONCLUSION

1. Et ce, contre toute vraisemblance historique. Les Français incorporés dans la police allemande ne disposaient que du droit de posséder une carte attestant cette appartenance. Un télégramme du 28 mars 1944 révèle néanmoins qu'Oberg a donné son accord pour que les membres de la *Selbstschutz* (moins de 400) portent un brassard jaune lors des affrontements avec les terroristes, dépôt central des Archives de la Justice militaire, Le Blanc, procès Oberg-Knochen, carton 12.
2. Aucune historienne dans ce livre et, d'une manière générale, un sujet où les voix féminines sont très rares. Une des exceptions dans le champ francophone : Gaëlle EISMANN, *Hôtel Majestic. Ordre et sécurité en France occupée, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2010, 591 p. Elle avait ouvert le colloque d'où sont tirées la plupart des contributions.

3. Ainsi aujourd'hui les politiques de numérisation des archives contemporaines portent souvent sur ces années de la guerre : Kiran Klaus PATEL, « Zeitgeschichte im digitalen Zeitalter. Neue und alte Herausforderungen », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, n° 3, 2011, p. 121.
4. Dans le cas français, Robert Paxton (Robert O PAXTON, *La France de Vichy : 1940-1944*, Paris, Seuil, 1972 [édition originale : 1973]) et Zeev Sternhell (Zeev STERNHELL, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983) remplissent cette fonction, même si leur réception fut bien différente : louangeuse pour le premier, très critique pour le second. Mais un phénomène similaire s'observe en Belgique à travers l'historien anglais Martin Conway qui a consacré sa thèse à la collaboration rexiste, Martin CONWAY, *Collaboration in Belgium. Léon Degrelle and the Rexist Movement 1940-1944*, New Haven, Yale University Press, 1993, 374 p., et, dans une moindre mesure, aussi aux Pays-Bas avec les travaux de Gerhard HIRSCHFELD, *Fremdherrschaft und Kollaboration : die Niederlande unter deutscher Besatzung 1940-1945*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1984, 311 p. Chaque fois la qualité d'« étranger » a été jugée nécessaire pour briser des tabous qui marqueraient profondément la société, et donc, par ricochet également, ses historiens.
5. Voir Pieter LAGROU, « Historiographie de guerre et historiographie du temps présent ? : cadres institutionnels en Europe occidentale, 1945-2000 », *Bulletin du Comité international d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, 1999, n° 30-31, p. 191-215 ; Henry ROUSSO, *La Dernière Catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain*, Paris, Gallimard, 2012. Ces institutions connaissent une triple biographie : d'abord focalisées sur la Seconde Guerre mondiale et plus ou moins proches du monde des mouvements de Résistance, elles s'ouvrent peu à peu au « court XX<sup>e</sup> siècle » (Eric Hobsbawm) avant d'être soumises depuis une dizaine d'années à une forte pression visant à les insérer dans des structures plus larges : l'Institut voor Oorlogs-, Holocaust- en Genocidestudies (NIOD – Pays-Bas) est devenu un institut de l'Académie des Sciences ; le Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES – Belgique) va intégrer les Archives générales du Royaume ; les deux centres au Luxembourg vont intégrer l'Université du Luxembourg et l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP – France) a passé, après une dizaine d'années de négociations avec différentes universités parisiennes pour établir une unité de formation et de recherche (UFR), un accord avec l'université de Paris VIII.
6. Jules GÉRARD-LIBOIS et José GOTOVITCH, *L'an 40*, Bruxelles, CRISP, 1971, 517 p. Cet ouvrage symbolise en Belgique le passage de ce premier au deuxième temps et a une couverture entièrement en noir. Voir également le titre d'un des livres emblématiques qui résume cette vision pour la France : Jean-Pierre AZÉMA, François BÉDARIDA (dir.), *La France des années noires*, 2 vol., Paris, Seuil, 1993, 536 et 517 p.
7. Chris VAN DER HEIJDEN, *Grijs Verleden. Nederland en de Tweede Wereldoorlog*, Amsterdam, Uitgeverij Contact, 2001.



8. L'historiographie a ainsi connu des débats très animés qui apparaissent vains aujourd'hui sur les différentes qualifications de la collaboration, une pléiade de catégories ayant été inventées : « accommodement », « collaborationnisme », « collaboration d'État », « plasticité », « engagement militaire », « attentisme », « opportunisme », « consentement »... Voir encore récemment l'introduction de François BROCHE, *Dictionnaire de la Collaboration : collaborations, compromissions, contradictions*, Paris, Belin, 2014, 925 p.

9. Par exemple Alexander von FALKENHAUSEN, *Mémoires d'outre-guerre. Comment j'ai gouverné la Belgique de 1940 à 1944*, Bruxelles, 1974, 322 p.

10. Hannes HEER, Klaus NAUMANN (Hg.), *Vernichtungskrieg ? Verbrechen der Wehrmacht 1941-1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1997, 712 p.

11. Plusieurs livres interrogeaient cette séparation depuis les années 1980 mais n'avaient pas eu la résonance médiatique de la *Wehrmachtsausstellung* : Omer BARTOV, *L'armée d'Hitler. La Wehrmacht, les Nazis et la guerre*, Paris, Hachette Littératures, 1999 (édition originale : 1991), 317 p. Christopher BROWNING, *Des hommes ordinaires. Le 101<sup>e</sup> bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994 (édition originale : 1992), 284 p.

12. Pour la France, Peter LIEB, *Konventioneller Krieg oder NS-Weltanschauungskrieg ? Kriegführung und Partisanenbekämpfung in Frankreich 1943-44*, München, Oldenbourg, 2007, 631 p. ; Thomas J. LAUB, *After the Fall. German Policy in Occupied France, 1940-1944*, New York, OUP, 2010, 330 p. ; Carlo GENTILE, *Wehrmacht und Waffen-SS im Partisanenkrieg. Italien 1943-1945*, Paderborn, Schöningh, 2012, 466 p.

13. Ceci explique probablement également l'attrait des archives judiciaires d'après-guerre qui étaient, elles, bien dans la langue de l'occupé et contenaient souvent des traductions des archives allemandes jugées les plus importantes. L'utilisation de ces archives judiciaires pour écrire l'histoire des années 1940-1944 a cependant rarement été accompagnée d'une réflexion sur les biais de cette source, notamment l'utilisation d'un vocabulaire judiciaire et moral dans l'analyse historique.

14. Gerhard PAUL, Klaus-Michael MALLMANN (Hg.), *Die Gestapo. Mythos und Realität*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1995, 586 p. ; Gerhard PAUL, Klaus-Michael MALLMANN (Hg.), *Die Gestapo im Zweiten Weltkrieg ? « Heimatfront » und besetztes Europa*, Darmstadt, Primus, 2000, 674 p.

15. Hans MOMMSEN, *Beamtenum im Dritten Reich. Mit ausgewählten Quellen zur nationalsozialistischen Beamtenpolitik*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1966, p. 98.

16. Benoît MAJERUS, « La Sipo-SD en Belgique. Une police faible ? », *Vingtème Siècle*, n° 119, 2013, p. 43-54.

17. Jacques REVEL, « L'histoire au ras du sol », in Giovanni LEVI (dir.), *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1989, p. IXXXIII.

18. Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Annette BECKER, 14-18, retrouver la Guerre, Paris, Gallimard, 2000, 272 p.

19. Sur l'intérêt d'une histoire des objets de la guerre, Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, *Les Armes et la Chair. Trois objets de mort en 1914-1918*, Paris, Armand Colin, 2009, 184 p.

20. Voir la revue *Human Remains and Violence : An Interdisciplinary Journal* fondée en 2015.

21. Sur cette problématique pour les soldats allemands revenant du front de l'Est, voir Svenja GOLTERMANN, *Die Gesellschaft der Überlebenden ? Deutsche Kriegsheimkehrer und ihre Gewalterfahrungen im Zweiten Weltkrieg*, München, DVA, 2009, 592 p.

22. Timothy SNYDER, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012 (édition originale : 2010), 720 p. Le sous-titre est explicite : il s'agit bien d'une histoire de « l'Europe ».

23. Henry Rousso, « Au-delà de la comparaison », *Le Débat*, n° 172, 2015, p. 178-182.

24. Dans une littérature très abondante juste deux références récentes : Catherine DENYS, *Circulations policières 1750-1914*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, 208 p. ; Jonas CAMPION, Xavier ROUSSEAU (ed.), *Policing New Risks in Modern Europe History*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2016, 106 p.

25. Henry Rousso, « Au-delà de la comparaison », *op. cit.*, p. 178-182.

26. Dominique MONJARDET, *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris, La Découverte, 1996, 316 p.